

**Spécialité de Fourrages**  
Veuve Pierre BONNAVE, rue du Vieil-Abreuvoir, 54.  
**Épicerie - Comestibles**  
ODAR FLORIN, rue Inkermann, 4 et 6, Roubaix.  
Jean MASQUELIER, rue Pavée, 3.  
Salon de coiffure. — Parfumerie. 14074  
**Pharmacies**  
Ch. DESCHODT, Grande-Rue, 24 et 25, 14086  
**Brevets d'invention**  
V. DUBREUIL, ingénieur. Prise de brevets en France et à l'étranger, correspondant dans tous les pays. 14094

**Belgique**  
On écrit de Mouscron :  
Mardi dernier, à 10 heures, on a vu dans la chapelle des dames de Marie, les funérailles de Dame Emérence, supérieure de l'établissement, saintement décédée dans la soixante-troisième année de son âge, la trente-septième de sa sainte profession.  
Une peine religieuse, ses supérieures, qui connaissent ses talents et son caractère, l'ont envoyée à Bruxelles pour y ériger une maison.  
Elle fut envoyée à Mouscron, en novembre 1877.  
On lit dans l'Écouart :  
Le crime abominable dépeint la semaine dernière dans la rue de la Nacelle est toujours le sujet de toutes les conversations. Cette après-midi, le parquet s'est rendu au cimetière du Kie pour assister à l'exhumation des ossements de l'épouse Mestdag. Demain nous donnerons les détails.  
Un journal guelfe flamand de la ville disait samedi dernier que l'assassin Mestdag est catholique, qu'il se rendait journellement à l'église, et qu'il refusait de manger de la viande le samedi.  
On se rappelle que ce journal a écrit à peu près les mêmes lignes concernant Vioberghs l'assassin de Malines, et cependant, le contraire a été prouvé et reconnu ; Vioberghs était un guelfe et faisait partie des sociétés guelfes. Eh bien, il en est de même de Mestdag.  
L'assassin de la rue de la Nacelle fait partie d'une section libérale de son quartier : il ne mettrait jamais les pieds à l'église, et se moquait de Dieu et de son église. Un jour il a travesti une statuette de la Vierge, moquée en homme et moquée en femme, et l'a montrée ainsi au public.  
Pour plus amples renseignements, la feuille guelfe n'a qu'à se donner la peine d'aller aux informations chez les plus proches voisins de Mestdag.

**Service Spécial**  
Paris, 17 janvier, 3 h. 10 soir.  
M. le ministre des affaires étrangères a tenu à ce que tout le haut personnel de son ministère assistât aujourd'hui au service funèbre qui a été célébré pour le repos de l'âme du roi Victor-Emmanuel.  
On remarquait, en conséquence, dans l'assistance, la présence non-seulement de M. Waddington, mais aussi celle du chef de son cabinet, M. de Pontécoulant, de tout le personnel du cabinet du ministre, et de tous les directeurs et chefs de service du ministère.  
Paris, 17 janvier, 4 h. et demie, soir.  
L'influence de discours de la Reine, à l'ouverture du Parlement anglais s'est fait vivement sentir sur les marchés monétaires de l'Europe.  
La bourse de Londres a été très-élevée par suite de l'ouverture du Parlement.  
Les consolidés débutent calmes à 95 1/2 5/8; à une heure, on fléchit à 95 3/8 1/2. A deux heures un quart, on est plus ferme, de 95 5/8 à 95 3/4.  
A 2 h. heures 35, le discours de la Reine provoque une hausse de 5/16 : Consolidés, 95 5/16 à 7/16. Marché très-actif.  
A Paris, notre bourse débute ferme : Le 3 % à 75, 25 et le 5 % à 109, 25.  
Sur les premières appréciations du discours Royal, on fléchit jusqu'au cours de 72, 80 et 108, 92. On termine à 3 heures un peu plus ferme à 72, 95 et 109, 05.  
Après Bourse, à 3 heures, le 5 % fait 109, 15. Mais, à 4 heures, le discours est connu, et l'on descend à 108, 85.  
Rome, 17 janvier.  
Le convoi funèbre est sorti du Quirinal à 10 heures, précédé de plusieurs détachements de troupes.  
Le cortège comprenait un nombre très-grand de députations de tous les corps de l'Etat, les sénateurs, les députés, le clergé, les grands officiers de l'Etat, les chefs des missions et les envoyés des gouvernements et des provinces étrangères ; les chevaliers de l'Annunciate, et les représentants des princes appartenant à des familles souveraines.  
Ensuite, venait à cheval le premier aide-de-camp de Victor-Emmanuel, portant l'épée du roi défunt.  
Les cordons du poêle étaient tenus par le président du Conseil des ministres, le ministre de l'Intérieur, les présidents du Sénat et de la Chambre, deux chevaliers de l'Annunciate.  
Venaient ensuite :  
Un maître des cérémonies, portant la couronne de fer.  
Le cheval de bataille de Victor-Emmanuel.  
Les drapeaux de l'armée avec une escorte d'honneur.  
Les représentants des instituteurs, des municipalités, des provinces, des sociétés et des corporations.  
Sur tout le parcours une foule immense remplissait les rues et les balcons qui étaient pavés de drapeaux couverts de crêpe.  
Le spectacle était étonnant.  
Le convoi est arrivé à une heure un quart au Panthéon, où le service a été célébré.  
Le duc d'Aoste suivait le cercueil.

**Nouvelles du soir**  
Petite Bourse du boulevard, du 17 janvier 1878.  
3/00 72, 80 72, 72, 75.  
Emprunt 108, 85 90 82 85 83 85.  
Italie 72 15 72 05.  
Ture 9, 70 9, 65.  
Egypte 160.  
Banque Ott. 367 50.  
Chemins 273 12.  
Florin 63 7/8 3/4.

**Logogriphe**  
Fille de l'intérêt et de la vanité,  
Je suis chère aux plus grands, les rois me  
A mes accents il n'est point de cruautés ;  
J'humanise l'orgueil, j'adoucis la fierté.  
Au village, à la cour, on connaît ma puissance,  
Partout je suis la clef du cœur ;  
J'annais, dès la plus tendre enfance,  
On ne m'a reproché qu'un peu trop de fa-  
Entre tous mes amants, un seul plus à mon  
Ce fut l'Esprit, il devint mon époux,  
Et ce fut d'un lien si doux,  
Que naquit l'art de plaire,  
Amis lecteurs, vous trouverez  
Dans les sept pieds qui comprennent mon  
Un tissu dont jadis vous fîtes entourés ;  
Ce qu'un chapeau d'un galant petit-maître,  
On ne voit plus éclater aujourd'hui ;  
Un ancien magistrat, un comode réjoui,  
Dans le temple de Melpomène,  
Un laps de temps qu'Armide et Cécimène  
Trouvent bien court ; un habitant des siècles,  
Bien fait, jeune, blond, radieux ;  
Une courtoise utile en un mandage ;  
Un animal que l'on trouve au Norwège,  
Autre animal encore humble, doux, naïf,  
Dont Sterne et le fécond Voltaire,  
Ont chanté l'honneur débonnaire,  
L'Esprit bonin et le geste docile,  
Plus une question ; plus une particule,  
Qui parfois sur ma main fit pleuvoir la foudre ;  
Un fils du Temps, qui, sur ses tristes jours,  
Chasse les grâces fugitives,  
La cadence, le galé, l'innocence naïves,  
Et les trop folâtres amours ;  
Un élément, deux cités de la France,  
L'organe sans lequel il n'est plus d'éloquence ;  
En tous lieux, en tous temps, d'un journaliste  
Lecteur, je suis utile à tout sexe, à tout âge,  
Plus ou moins long aussi, selon ceux que je  
Ma forme s'accommode à tous les goûts di-  
L'un veut m'avoir construit en façon polo-  
Ou autre à l'égyptienne, un autre à la fran-  
Un adjectif bien cher à votre cœur,  
L'offre d'autres rapports, sans doute, mais,  
J'ai mis à bout toute ma rhétorique,  
Je n'aurai point recours aux notes de musique,  
Lieux communs dont souvent on use en pareil  
Et je finis exprès pour m'en servir pas.  
Le mot du dernier énigme est : Soufflet.

**Chambre des Communes**  
L'ouverture du parlement excite le plus vif intérêt. Une grande foule assise les abords du palais de Westminster. Les tribunes réservées au public, dans la Chambre des lords et dans la Chambre des Communes, sont occupées au point qu'il n'y reste pas la plus petite place libre. Les colporteurs qui font communier entre elle les deux Chambres sont encombrés de personnes n'ayant pu trouver place dans les tribunes, et c'est à travers cette haie épaisse de curieux que les membres des Communes se rendent chez les Lords pour entendre la lecture du Message royal.  
Au dedans comme au dehors, tout le monde est très-attentif et très-impatient de connaître la pensée de la Reine et du Cabinet.  
La Reine n'ouvre pas la session en personne. Lord Cairns, lord grand chancelier et gardien du grand sceau, lit dans la Chambre des lords, le message royal. Après cette lecture, les membres de la Chambre des Communes rentrent dans leur salle et suspendent la séance jusqu'à cinq heures.  
Londres, 17 janvier.  
A la Chambre des lords et à la Chambre des Communes, les salles de séances présentent un aspect très-animé ; les tribunes regorgent de monde.  
A la Chambre des Communes un grand nombre de propositions sont annoncées. Le gouvernement, prévenu, propose de nommer lundi une commission d'enquête pour l'expédition des affaires courantes, une autre commission d'enquête pour étudier l'utilité de certains travaux publics à exécuter dans l'Inde au moyen d'emprunts Morgan. Il annonce en même temps l'intention de proposer une résolution réglant l'affaire si controversée des ententes.  
Ensuite l'on propose l'adresse dans les deux Chambres.  
Londres, 17 janvier, 7 h. 42, soir.  
Chambre des Communes. — Sir Egerton parle en faveur de l'adresse.  
Lord Hartington prend la parole à son tour. Il combat la demande de subsides militaires.  
L'orateur espère que la Chambre n'oubliera pas que la participation de l'Angleterre dans le conflit détruirait probablement toute chance de la maintenir localisée, et ce serait une insigne folie si, dans un moment comme celui-ci, l'Angleterre était amenée à prendre part à la présente lutte.  
Sir Northcote répond.  
Montagu soutient que le gouvernement devrait soutenir la politique définie par lord Beaconsfield au banquet de Guildhall, le 3 novembre 1876.  
M. Mitchell Henry propose un amendement à l'adresse, portant sur le devoir du Parlement d'examiner le plus tôt possible les réclamations nationales si souvent adressées par la population irlandaise.  
Plusieurs membres pour l'Irlande appuient cette motion dont la discussion continue.  
Le débat sur la question est terminé avec le discours de Montagu.  
M. Brooks appuie l'amendement en faveur des Irlandais, ce qui donne une grande animation au débat.  
La suite de la discussion de l'adresse est renvoyée à demain.  
Chambre des Lords. — (Midhat-pacha assiste à la séance.)  
Lord Warwicke défend le projet d'adresse présenté par lord Loudoun.  
Lord Granville parle après lui.  
Lord Beaconsfield rappelle sommairement que le gouvernement était unanimement décidé à conserver une attitude de neutralité avant que la guerre n'éclatât, et qu'il ne s'en est jamais écarté depuis. L'Angleterre n'est pas isolée et il en trouve une preuve dans le retrait du memorandum de Berlin, par suite de son refus de le signer et dans la conférence réunie sur sa proposition. Ce sont la Russie et la Turquie, et non pas l'Angleterre, qui ont détruit le concert européen. Si les espérances entretenues jusqu'à présent étaient déçues et si, la perspective devenant menaçante, le gouvernement était appelé à défendre les intérêts anglais, il n'hésiterait pas à appeler en aide et toujours au Parlement pour obtenir les moyens d'action.  
Aux communes, sir Stafford Northcote parle dans le même sens.  
M. Gladstone répond en disant que l'opinion générale considère le discours de la couronne pacifique.  
M. Gladstone demande s'il a bien compris la pensée de sir Stafford Northcote, disant qu'il n'a pas de propositions à faire avant de connaître les prétentions de la Russie et ses conditions.  
Sir Stafford Northcote répond affirmativement.  
M. Gladstone est bien aise d'apprendre qu'il n'y a pas de propositions immédiates faites ; et il ne saurait se plaindre de l'avis, donné par le gouvernement, qu'il peut avoir à demander l'aide du Parlement pour des mesures de précaution. Il est clair cependant pour lui, que rien de ce que l'on connaît encore, ne justifie une semblable demande, et, quant à l'observation que le gouvernement ne pourrait pas espérer de réussir à moins d'être soutenu par le Parlement, il n'est pas douteux que même une divergence d'opinions sur cette question nonobstant la grande majorité que possède le gouvernement

**Chambre des Lords**  
L'ouverture du parlement excite le plus vif intérêt. Une grande foule assise les abords du palais de Westminster. Les tribunes réservées au public, dans la Chambre des lords et dans la Chambre des Communes, sont occupées au point qu'il n'y reste pas la plus petite place libre. Les colporteurs qui font communier entre elle les deux Chambres sont encombrés de personnes n'ayant pu trouver place dans les tribunes, et c'est à travers cette haie épaisse de curieux que les membres des Communes se rendent chez les Lords pour entendre la lecture du Message royal.  
Au dedans comme au dehors, tout le monde est très-attentif et très-impatient de connaître la pensée de la Reine et du Cabinet.  
La Reine n'ouvre pas la session en personne. Lord Cairns, lord grand chancelier et gardien du grand sceau, lit dans la Chambre des lords, le message royal. Après cette lecture, les membres de la Chambre des Communes rentrent dans leur salle et suspendent la séance jusqu'à cinq heures.  
Londres, 17 janvier.  
A la Chambre des lords et à la Chambre des Communes, les salles de séances présentent un aspect très-animé ; les tribunes regorgent de monde.  
A la Chambre des Communes un grand nombre de propositions sont annoncées. Le gouvernement, prévenu, propose de nommer lundi une commission d'enquête pour l'expédition des affaires courantes, une autre commission d'enquête pour étudier l'utilité de certains travaux publics à exécuter dans l'Inde au moyen d'emprunts Morgan. Il annonce en même temps l'intention de proposer une résolution réglant l'affaire si controversée des ententes.  
Ensuite l'on propose l'adresse dans les deux Chambres.  
Londres, 17 janvier, 7 h. 42, soir.  
Chambre des Communes. — Sir Egerton parle en faveur de l'adresse.  
Lord Hartington prend la parole à son tour. Il combat la demande de subsides militaires.  
L'orateur espère que la Chambre n'oubliera pas que la participation de l'Angleterre dans le conflit détruirait probablement toute chance de la maintenir localisée, et ce serait une insigne folie si, dans un moment comme celui-ci, l'Angleterre était amenée à prendre part à la présente lutte.  
Sir Northcote répond.  
Montagu soutient que le gouvernement devrait soutenir la politique définie par lord Beaconsfield au banquet de Guildhall, le 3 novembre 1876.  
M. Mitchell Henry propose un amendement à l'adresse, portant sur le devoir du Parlement d'examiner le plus tôt possible les réclamations nationales si souvent adressées par la population irlandaise.  
Plusieurs membres pour l'Irlande appuient cette motion dont la discussion continue.  
Le débat sur la question est terminé avec le discours de Montagu.  
M. Brooks appuie l'amendement en faveur des Irlandais, ce qui donne une grande animation au débat.  
La suite de la discussion de l'adresse est renvoyée à demain.  
Chambre des Lords. — (Midhat-pacha assiste à la séance.)  
Lord Warwicke défend le projet d'adresse présenté par lord Loudoun.  
Lord Granville parle après lui.  
Lord Beaconsfield rappelle sommairement que le gouvernement était unanimement décidé à conserver une attitude de neutralité avant que la guerre n'éclatât, et qu'il ne s'en est jamais écarté depuis. L'Angleterre n'est pas isolée et il en trouve une preuve dans le retrait du memorandum de Berlin, par suite de son refus de le signer et dans la conférence réunie sur sa proposition. Ce sont la Russie et la Turquie, et non pas l'Angleterre, qui ont détruit le concert européen. Si les espérances entretenues jusqu'à présent étaient déçues et si, la perspective devenant menaçante, le gouvernement était appelé à défendre les intérêts anglais, il n'hésiterait pas à appeler en aide et toujours au Parlement pour obtenir les moyens d'action.  
Aux communes, sir Stafford Northcote parle dans le même sens.  
M. Gladstone répond en disant que l'opinion générale considère le discours de la couronne pacifique.  
M. Gladstone demande s'il a bien compris la pensée de sir Stafford Northcote, disant qu'il n'a pas de propositions à faire avant de connaître les prétentions de la Russie et ses conditions.  
Sir Stafford Northcote répond affirmativement.  
M. Gladstone est bien aise d'apprendre qu'il n'y a pas de propositions immédiates faites ; et il ne saurait se plaindre de l'avis, donné par le gouvernement, qu'il peut avoir à demander l'aide du Parlement pour des mesures de précaution. Il est clair cependant pour lui, que rien de ce que l'on connaît encore, ne justifie une semblable demande, et, quant à l'observation que le gouvernement ne pourrait pas espérer de réussir à moins d'être soutenu par le Parlement, il n'est pas douteux que même une divergence d'opinions sur cette question nonobstant la grande majorité que possède le gouvernement

**Chambre des Lords**  
L'ouverture du parlement excite le plus vif intérêt. Une grande foule assise les abords du palais de Westminster. Les tribunes réservées au public, dans la Chambre des lords et dans la Chambre des Communes, sont occupées au point qu'il n'y reste pas la plus petite place libre. Les colporteurs qui font communier entre elle les deux Chambres sont encombrés de personnes n'ayant pu trouver place dans les tribunes, et c'est à travers cette haie épaisse de curieux que les membres des Communes se rendent chez les Lords pour entendre la lecture du Message royal.  
Au dedans comme au dehors, tout le monde est très-attentif et très-impatient de connaître la pensée de la Reine et du Cabinet.  
La Reine n'ouvre pas la session en personne. Lord Cairns, lord grand chancelier et gardien du grand sceau, lit dans la Chambre des lords, le message royal. Après cette lecture, les membres de la Chambre des Communes rentrent dans leur salle et suspendent la séance jusqu'à cinq heures.  
Londres, 17 janvier.  
A la Chambre des lords et à la Chambre des Communes, les salles de séances présentent un aspect très-animé ; les tribunes regorgent de monde.  
A la Chambre des Communes un grand nombre de propositions sont annoncées. Le gouvernement, prévenu, propose de nommer lundi une commission d'enquête pour l'expédition des affaires courantes, une autre commission d'enquête pour étudier l'utilité de certains travaux publics à exécuter dans l'Inde au moyen d'emprunts Morgan. Il annonce en même temps l'intention de proposer une résolution réglant l'affaire si controversée des ententes.  
Ensuite l'on propose l'adresse dans les deux Chambres.  
Londres, 17 janvier, 7 h. 42, soir.  
Chambre des Communes. — Sir Egerton parle en faveur de l'adresse.  
Lord Hartington prend la parole à son tour. Il combat la demande de subsides militaires.  
L'orateur espère que la Chambre n'oubliera pas que la participation de l'Angleterre dans le conflit détruirait probablement toute chance de la maintenir localisée, et ce serait une insigne folie si, dans un moment comme celui-ci, l'Angleterre était amenée à prendre part à la présente lutte.  
Sir Northcote répond.  
Montagu soutient que le gouvernement devrait soutenir la politique définie par lord Beaconsfield au banquet de Guildhall, le 3 novembre 1876.  
M. Mitchell Henry propose un amendement à l'adresse, portant sur le devoir du Parlement d'examiner le plus tôt possible les réclamations nationales si souvent adressées par la population irlandaise.  
Plusieurs membres pour l'Irlande appuient cette motion dont la discussion continue.  
Le débat sur la question est terminé avec le discours de Montagu.  
M. Brooks appuie l'amendement en faveur des Irlandais, ce qui donne une grande animation au débat.  
La suite de la discussion de l'adresse est renvoyée à demain.  
Chambre des Lords. — (Midhat-pacha assiste à la séance.)  
Lord Warwicke défend le projet d'adresse présenté par lord Loudoun.  
Lord Granville parle après lui.  
Lord Beaconsfield rappelle sommairement que le gouvernement était unanimement décidé à conserver une attitude de neutralité avant que la guerre n'éclatât, et qu'il ne s'en est jamais écarté depuis. L'Angleterre n'est pas isolée et il en trouve une preuve dans le retrait du memorandum de Berlin, par suite de son refus de le signer et dans la conférence réunie sur sa proposition. Ce sont la Russie et la Turquie, et non pas l'Angleterre, qui ont détruit le concert européen. Si les espérances entretenues jusqu'à présent étaient déçues et si, la perspective devenant menaçante, le gouvernement était appelé à défendre les intérêts anglais, il n'hésiterait pas à appeler en aide et toujours au Parlement pour obtenir les moyens d'action.  
Aux communes, sir Stafford Northcote parle dans le même sens.  
M. Gladstone répond en disant que l'opinion générale considère le discours de la couronne pacifique.  
M. Gladstone demande s'il a bien compris la pensée de sir Stafford Northcote, disant qu'il n'a pas de propositions à faire avant de connaître les prétentions de la Russie et ses conditions.  
Sir Stafford Northcote répond affirmativement.  
M. Gladstone est bien aise d'apprendre qu'il n'y a pas de propositions immédiates faites ; et il ne saurait se plaindre de l'avis, donné par le gouvernement, qu'il peut avoir à demander l'aide du Parlement pour des mesures de précaution. Il est clair cependant pour lui, que rien de ce que l'on connaît encore, ne justifie une semblable demande, et, quant à l'observation que le gouvernement ne pourrait pas espérer de réussir à moins d'être soutenu par le Parlement, il n'est pas douteux que même une divergence d'opinions sur cette question nonobstant la grande majorité que possède le gouvernement

**DEPÊCHES TELEGRAPHIQUES**  
Londres, 17 janvier, 4 h. 45 soir.  
L'ouverture du parlement excite le plus vif intérêt. Une grande foule assise les abords du palais de Westminster. Les tribunes réservées au public, dans la Chambre des lords et dans la Chambre des Communes, sont occupées au point qu'il n'y reste pas la plus petite place libre. Les colporteurs qui font communier entre elle les deux Chambres sont encombrés de personnes n'ayant pu trouver place dans les tribunes, et c'est à travers cette haie épaisse de curieux que les membres des Communes se rendent chez les Lords pour entendre la lecture du Message royal.  
Au dedans comme au dehors, tout le monde est très-attentif et très-impatient de connaître la pensée de la Reine et du Cabinet.  
La Reine n'ouvre pas la session en personne. Lord Cairns, lord grand chancelier et gardien du grand sceau, lit dans la Chambre des lords, le message royal. Après cette lecture, les membres de la Chambre des Communes rentrent dans leur salle et suspendent la séance jusqu'à cinq heures.  
Londres, 17 janvier.  
A la Chambre des lords et à la Chambre des Communes, les salles de séances présentent un aspect très-animé ; les tribunes regorgent de monde.  
A la Chambre des Communes un grand nombre de propositions sont annoncées. Le gouvernement, prévenu, propose de nommer lundi une commission d'enquête pour l'expédition des affaires courantes, une autre commission d'enquête pour étudier l'utilité de certains travaux publics à exécuter dans l'Inde au moyen d'emprunts Morgan. Il annonce en même temps l'intention de proposer une résolution réglant l'affaire si controversée des ententes.  
Ensuite l'on propose l'adresse dans les deux Chambres.  
Londres, 17 janvier, 7 h. 42, soir.  
Chambre des Communes. — Sir Egerton parle en faveur de l'adresse.  
Lord Hartington prend la parole à son tour. Il combat la demande de subsides militaires.  
L'orateur espère que la Chambre n'oubliera pas que la participation de l'Angleterre dans le conflit détruirait probablement toute chance de la maintenir localisée, et ce serait une insigne folie si, dans un moment comme celui-ci, l'Angleterre était amenée à prendre part à la présente lutte.  
Sir Northcote répond.  
Montagu soutient que le gouvernement devrait soutenir la politique définie par lord Beaconsfield au banquet de Guildhall, le 3 novembre 1876.  
M. Mitchell Henry propose un amendement à l'adresse, portant sur le devoir du Parlement d'examiner le plus tôt possible les réclamations nationales si souvent adressées par la population irlandaise.  
Plusieurs membres pour l'Irlande appuient cette motion dont la discussion continue.  
Le débat sur la question est terminé avec le discours de Montagu.  
M. Brooks appuie l'amendement en faveur des Irlandais, ce qui donne une grande animation au débat.  
La suite de la discussion de l'adresse est renvoyée à demain.  
Chambre des Lords. — (Midhat-pacha assiste à la séance.)  
Lord Warwicke défend le projet d'adresse présenté par lord Loudoun.  
Lord Granville parle après lui.  
Lord Beaconsfield rappelle sommairement que le gouvernement était unanimement décidé à conserver une attitude de neutralité avant que la guerre n'éclatât, et qu'il ne s'en est jamais écarté depuis. L'Angleterre n'est pas isolée et il en trouve une preuve dans le retrait du memorandum de Berlin, par suite de son refus de le signer et dans la conférence réunie sur sa proposition. Ce sont la Russie et la Turquie, et non pas l'Angleterre, qui ont détruit le concert européen. Si les espérances entretenues jusqu'à présent étaient déçues et si, la perspective devenant menaçante, le gouvernement était appelé à défendre les intérêts anglais, il n'hésiterait pas à appeler en aide et toujours au Parlement pour obtenir les moyens d'action.  
Aux communes, sir Stafford Northcote parle dans le même sens.  
M. Gladstone répond en disant que l'opinion générale considère le discours de la couronne pacifique.  
M. Gladstone demande s'il a bien compris la pensée de sir Stafford Northcote, disant qu'il n'a pas de propositions à faire avant de connaître les prétentions de la Russie et ses conditions.  
Sir Stafford Northcote répond affirmativement.  
M. Gladstone est bien aise d'apprendre qu'il n'y a pas de propositions immédiates faites ; et il ne saurait se plaindre de l'avis, donné par le gouvernement, qu'il peut avoir à demander l'aide du Parlement pour des mesures de précaution. Il est clair cependant pour lui, que rien de ce que l'on connaît encore, ne justifie une semblable demande, et, quant à l'observation que le gouvernement ne pourrait pas espérer de réussir à moins d'être soutenu par le Parlement, il n'est pas douteux que même une divergence d'opinions sur cette question nonobstant la grande majorité que possède le gouvernement

**Chambre des Lords**  
L'ouverture du parlement excite le plus vif intérêt. Une grande foule assise les abords du palais de Westminster. Les tribunes réservées au public, dans la Chambre des lords et dans la Chambre des Communes, sont occupées au point qu'il n'y reste pas la plus petite place libre. Les colporteurs qui font communier entre elle les deux Chambres sont encombrés de personnes n'ayant pu trouver place dans les tribunes, et c'est à travers cette haie épaisse de curieux que les membres des Communes se rendent chez les Lords pour entendre la lecture du Message royal.  
Au dedans comme au dehors, tout le monde est très-attentif et très-impatient de connaître la pensée de la Reine et du Cabinet.  
La Reine n'ouvre pas la session en personne. Lord Cairns, lord grand chancelier et gardien du grand sceau, lit dans la Chambre des lords, le message royal. Après cette lecture, les membres de la Chambre des Communes rentrent dans leur salle et suspendent la séance jusqu'à cinq heures.  
Londres, 17 janvier.  
A la Chambre des lords et à la Chambre des Communes, les salles de séances présentent un aspect très-animé ; les tribunes regorgent de monde.  
A la Chambre des Communes un grand nombre de propositions sont annoncées. Le gouvernement, prévenu, propose de nommer lundi une commission d'enquête pour l'expédition des affaires courantes, une autre commission d'enquête pour étudier l'utilité de certains travaux publics à exécuter dans l'Inde au moyen d'emprunts Morgan. Il annonce en même temps l'intention de proposer une résolution réglant l'affaire si controversée des ententes.  
Ensuite l'on propose l'adresse dans les deux Chambres.  
Londres, 17 janvier, 7 h. 42, soir.  
Chambre des Communes. — Sir Egerton parle en faveur de l'adresse.  
Lord Hartington prend la parole à son tour. Il combat la demande de subsides militaires.  
L'orateur espère que la Chambre n'oubliera pas que la participation de l'Angleterre dans le conflit détruirait probablement toute chance de la maintenir localisée, et ce serait une insigne folie si, dans un moment comme celui-ci, l'Angleterre était amenée à prendre part à la présente lutte.  
Sir Northcote répond.  
Montagu soutient que le gouvernement devrait soutenir la politique définie par lord Beaconsfield au banquet de Guildhall, le 3 novembre 1876.  
M. Mitchell Henry propose un amendement à l'adresse, portant sur le devoir du Parlement d'examiner le plus tôt possible les réclamations nationales si souvent adressées par la population irlandaise.  
Plusieurs membres pour l'Irlande appuient cette motion dont la discussion continue.  
Le débat sur la question est terminé avec le discours de Montagu.  
M. Brooks appuie l'amendement en faveur des Irlandais, ce qui donne une grande animation au débat.  
La suite de la discussion de l'adresse est renvoyée à demain.  
Chambre des Lords. — (Midhat-pacha assiste à la séance.)  
Lord Warwicke défend le projet d'adresse présenté par lord Loudoun.  
Lord Granville parle après lui.  
Lord Beaconsfield rappelle sommairement que le gouvernement était unanimement décidé à conserver une attitude de neutralité avant que la guerre n'éclatât, et qu'il ne s'en est jamais écarté depuis. L'Angleterre n'est pas isolée et il en trouve une preuve dans le retrait du memorandum de Berlin, par suite de son refus de le signer et dans la conférence réunie sur sa proposition. Ce sont la Russie et la Turquie, et non pas l'Angleterre, qui ont détruit le concert européen. Si les espérances entretenues jusqu'à présent étaient déçues et si, la perspective devenant menaçante, le gouvernement était appelé à défendre les intérêts anglais, il n'hésiterait pas à appeler en aide et toujours au Parlement pour obtenir les moyens d'action.  
Aux communes, sir Stafford Northcote parle dans le même sens.  
M. Gladstone répond en disant que l'opinion générale considère le discours de la couronne pacifique.  
M. Gladstone demande s'il a bien compris la pensée de sir Stafford Northcote, disant qu'il n'a pas de propositions à faire avant de connaître les prétentions de la Russie et ses conditions.  
Sir Stafford Northcote répond affirmativement.  
M. Gladstone est bien aise d'apprendre qu'il n'y a pas de propositions immédiates faites ; et il ne saurait se plaindre de l'avis, donné par le gouvernement, qu'il peut avoir à demander l'aide du Parlement pour des mesures de précaution. Il est clair cependant pour lui, que rien de ce que l'on connaît encore, ne justifie une semblable demande, et, quant à l'observation que le gouvernement ne pourrait pas espérer de réussir à moins d'être soutenu par le Parlement, il n'est pas douteux que même une divergence d'opinions sur cette question nonobstant la grande majorité que possède le gouvernement

**Chambre des Lords**  
L'ouverture du parlement excite le plus vif intérêt. Une grande foule assise les abords du palais de Westminster. Les tribunes réservées au public, dans la Chambre des lords et dans la Chambre des Communes, sont occupées au point qu'il n'y reste pas la plus petite place libre. Les colporteurs qui font communier entre elle les deux Chambres sont encombrés de personnes n'ayant pu trouver place dans les tribunes, et c'est à travers cette haie épaisse de curieux que les membres des Communes se rendent chez les Lords pour entendre la lecture du Message royal.  
Au dedans comme au dehors, tout le monde est très-attentif et très-impatient de connaître la pensée de la Reine et du Cabinet.  
La Reine n'ouvre pas la session en personne. Lord Cairns, lord grand chancelier et gardien du grand sceau, lit dans la Chambre des lords, le message royal. Après cette lecture, les membres de la Chambre des Communes rentrent dans leur salle et suspendent la séance jusqu'à cinq heures.  
Londres, 17 janvier.  
A la Chambre des lords et à la Chambre des Communes, les salles de séances présentent un aspect très-animé ; les tribunes regorgent de monde.  
A la Chambre des Communes un grand nombre de propositions sont annoncées. Le gouvernement, prévenu, propose de nommer lundi une commission d'enquête pour l'expédition des affaires courantes, une autre commission d'enquête pour étudier l'utilité de certains travaux publics à exécuter dans l'Inde au moyen d'emprunts Morgan. Il annonce en même temps l'intention de proposer une résolution réglant l'affaire si controversée des ententes.  
Ensuite l'on propose l'adresse dans les deux Chambres.  
Londres, 17 janvier, 7 h. 42, soir.  
Chambre des Communes. — Sir Egerton parle en faveur de l'adresse.  
Lord Hartington prend la parole à son tour. Il combat la demande de subsides militaires.  
L'orateur espère que la Chambre n'oubliera pas que la participation de l'Angleterre dans le conflit détruirait probablement toute chance de la maintenir localisée, et ce serait une insigne folie si, dans un moment comme celui-ci, l'Angleterre était amenée à prendre part à la présente lutte.  
Sir Northcote répond.  
Montagu soutient que le gouvernement devrait soutenir la politique définie par lord Beaconsfield au banquet de Guildhall, le 3 novembre 1876.  
M. Mitchell Henry propose un amendement à l'adresse, portant sur le devoir du Parlement d'examiner le plus tôt possible les réclamations nationales si souvent adressées par la population irlandaise.  
Plusieurs membres pour l'Irlande appuient cette motion dont la discussion continue.  
Le débat sur la question est terminé avec le discours de Montagu.  
M. Brooks appuie l'amendement en faveur des Irlandais, ce qui donne une grande animation au débat.  
La suite de la discussion de l'adresse est renvoyée à demain.  
Chambre des Lords. — (Midhat-pacha assiste à la séance.)  
Lord Warwicke défend le projet d'adresse présenté par lord Loudoun.  
Lord Granville parle après lui.  
Lord Beaconsfield rappelle sommairement que le gouvernement était unanimement décidé à conserver une attitude de neutralité avant que la guerre n'éclatât, et qu'il ne s'en est jamais écarté depuis. L'Angleterre n'est pas isolée et il en trouve une preuve dans le retrait du memorandum de Berlin, par suite de son refus de le signer et dans la conférence réunie sur sa proposition. Ce sont la Russie et la Turquie, et non pas l'Angleterre, qui ont détruit le concert européen. Si les espérances entretenues jusqu'à présent étaient déçues et si, la perspective devenant menaçante, le gouvernement était appelé à défendre les intérêts anglais, il n'hésiterait pas à appeler en aide et toujours au Parlement pour obtenir les moyens d'action.  
Aux communes, sir Stafford Northcote parle dans le même sens.  
M. Gladstone répond en disant que l'opinion générale considère le discours de la couronne pacifique.  
M. Gladstone demande s'il a bien compris la pensée de sir Stafford Northcote, disant qu'il n'a pas de propositions à faire avant de connaître les prétentions de la Russie et ses conditions.  
Sir Stafford Northcote répond affirmativement.  
M. Gladstone est bien aise d'apprendre qu'il n'y a pas de propositions immédiates faites ; et il ne saurait se plaindre de l'avis, donné par le gouvernement, qu'il peut avoir à demander l'aide du Parlement pour des mesures de précaution. Il est clair cependant pour lui, que rien de ce que l'on connaît encore, ne justifie une semblable demande, et, quant à l'observation que le gouvernement ne pourrait pas espérer de réussir à moins d'être soutenu par le Parlement, il n'est pas douteux que même une divergence d'opinions sur cette question nonobstant la grande majorité que possède le gouvernement

**Chambre des Lords**  
L'ouverture du parlement excite le plus vif intérêt. Une grande foule assise les abords du palais de Westminster. Les tribunes réservées au public, dans la Chambre des lords et dans la Chambre des Communes, sont occupées au point qu'il n'y reste pas la plus petite place libre. Les colporteurs qui font communier entre elle les deux Chambres sont encombrés de personnes n'ayant pu trouver place dans les tribunes, et c'est à travers cette haie épaisse de curieux que les membres des Communes se rendent chez les Lords pour entendre la lecture du Message royal.  
Au dedans comme au dehors, tout le monde est très-attentif et très-impatient de connaître la pensée de la Reine et du Cabinet.  
La Reine n'ouvre pas la session en personne. Lord Cairns, lord grand chancelier et gardien du grand sceau, lit dans la Chambre des lords, le message royal. Après cette lecture, les membres de la Chambre des Communes rentrent dans leur salle et suspendent la séance jusqu'à cinq heures.  
Londres, 17 janvier.  
A la Chambre des lords et à la Chambre des Communes, les salles de séances présentent un aspect très-animé ; les tribunes regorgent de monde.  
A la Chambre des Communes un grand nombre de propositions sont annoncées. Le gouvernement, prévenu, propose de nommer lundi une commission d'enquête pour l'expédition des affaires courantes, une autre commission d'enquête pour étudier l'utilité de certains travaux publics à exécuter dans l'Inde au moyen d'emprunts Morgan. Il annonce en même temps l'intention de proposer une résolution réglant l'affaire si controversée des ententes.  
Ensuite l'on propose l'adresse dans les deux Chambres.  
Londres, 17 janvier, 7 h. 42, soir.  
Chambre des Communes. — Sir Egerton parle en faveur de l'adresse.  
Lord Hartington prend la parole à son tour. Il combat la demande de subsides militaires.  
L'orateur espère que la Chambre n'oubliera pas que la participation de l'Angleterre dans le conflit détruirait probablement toute chance de la maintenir localisée, et ce serait une insigne folie si, dans un moment comme celui-ci, l'Angleterre était amenée à prendre part à la présente lutte.  
Sir Northcote répond.  
Montagu soutient que le gouvernement devrait soutenir la politique définie par lord Beaconsfield au banquet de Guildhall, le 3 novembre 1876.  
M. Mitchell Henry propose un amendement à l'adresse, portant sur le devoir du Parlement d'examiner le plus tôt possible les réclamations nationales si souvent adressées par la population irlandaise.  
Plusieurs membres pour l'Irlande appuient cette motion dont la discussion continue.  
Le débat sur la question est terminé avec le discours de Montagu.  
M. Brooks appuie l'amendement en faveur des Irlandais, ce qui donne une grande animation au débat.  
La suite de la discussion de l'adresse est renvoyée à demain.  
Chambre des Lords. — (Midhat-pacha assiste à la séance.)  
Lord Warwicke défend le projet d'adresse présenté par lord Loudoun.  
Lord Granville parle après lui.  
Lord Beaconsfield rappelle sommairement que le gouvernement était unanimement décidé à conserver une attitude de neutralité avant que la guerre n'éclatât, et qu'il ne s'en est jamais écarté depuis. L'Angleterre n'est pas isolée et il en trouve une preuve dans le retrait du memorandum de Berlin, par suite de son refus de le signer et dans la conférence réunie sur sa proposition. Ce sont la Russie et la Turquie, et non pas l'Angleterre, qui ont détruit le concert européen. Si les espérances entretenues jusqu'à présent étaient déçues et si, la perspective devenant menaçante, le gouvernement était appelé à défendre les intérêts anglais, il n'hésiterait pas à appeler en aide et toujours au Parlement pour obtenir les moyens d'action.  
Aux communes, sir Stafford Northcote parle dans le même sens.  
M. Gladstone répond en disant que l'opinion générale considère le discours de la couronne pacifique.  
M. Gladstone demande s'il a bien compris la pensée de sir Stafford Northcote, disant qu'il n'a pas de propositions à faire avant de connaître les prétentions de la Russie et ses conditions.  
Sir Stafford Northcote répond affirmativement.  
M. Gladstone est bien aise d'apprendre qu'il n'y a pas de propositions immédiates faites ; et il ne saurait se plaindre de l'avis, donné par le gouvernement, qu'il peut avoir à demander l'aide du Parlement pour des mesures de précaution. Il est clair cependant pour lui, que rien de ce que l'on connaît encore, ne justifie une semblable demande, et, quant à l'observation que le gouvernement ne pourrait pas espérer de réussir à moins d'être soutenu par le Parlement, il n'est pas douteux que même une divergence d'opinions sur cette question nonobstant la grande majorité que possède le gouvernement

**Chambre des Lords**  
L'ouverture du parlement excite le plus vif intérêt. Une grande foule assise les abords du palais de Westminster. Les tribunes réservées au public, dans la Chambre des lords et dans la Chambre des Communes, sont occupées au point qu'il n'y reste pas la plus petite place libre. Les colporteurs qui font communier entre elle les deux Chambres sont encombrés de personnes n'ayant pu trouver place dans les tribunes, et c'est à travers cette haie épaisse de curieux que les membres des Communes se rendent chez les Lords pour entendre la lecture du Message royal.  
Au dedans comme au dehors, tout le monde est très-attentif et très-impatient de connaître la pensée de la Reine et du Cabinet.  
La Reine n'ouvre pas la session en personne. Lord Cairns, lord grand chancelier et gardien du grand sceau, lit dans la Chambre des lords, le message royal. Après cette lecture, les membres de la Chambre des Communes rentrent dans leur salle et suspendent la séance jusqu'à cinq heures.  
Londres, 17 janvier.  
A la Chambre des lords et à la Chambre des Communes, les salles de séances présentent un aspect très-animé ; les tribunes regorgent de monde.  
A la Chambre des Communes un grand nombre de propositions sont annoncées. Le gouvernement, prévenu, propose de nommer lundi une commission d'enquête pour l'expédition des affaires courantes, une autre commission d'enquête pour étudier l'utilité de certains travaux publics à exécuter dans l'Inde au moyen d'emprunts Morgan. Il annonce en même temps l'intention de proposer une résolution réglant l'affaire si controversée des ententes.  
Ensuite l'on propose l'adresse dans les deux Chambres.  
Londres, 17 janvier, 7 h. 42, soir.  
Chambre des Communes. — Sir Egerton parle en faveur de l'adresse.  
Lord Hartington prend la parole à son tour. Il combat la demande de subsides militaires.  
L'orateur espère que la Chambre n'oubliera pas que la participation de l'Angleterre dans le conflit détruirait probablement toute chance de la maintenir localisée, et ce serait une insigne folie si, dans un moment comme celui-ci, l'Angleterre était amenée à prendre part à la présente lutte.  
Sir Northcote répond.  
Montagu soutient que le gouvernement devrait soutenir la politique définie par lord Beaconsfield au banquet de Guildhall, le 3 novembre 1876.  
M. Mitchell Henry propose un amendement à l'adresse, portant sur le devoir du Parlement d'examiner le plus tôt possible les réclamations nationales si souvent adressées par la population irlandaise.  
Plusieurs membres pour l'Irlande appuient cette motion dont la discussion continue.  
Le débat sur la question est terminé avec le discours de Montagu.  
M. Brooks appuie l'amendement en faveur des Irlandais, ce qui donne une grande animation au débat.  
La suite de la discussion de l'adresse est renvoyée à demain.  
Chambre des Lords. — (Midhat-pacha assiste à la séance.)  
Lord Warwicke défend le projet d'adresse présenté par lord Loudoun.  
Lord Granville parle après lui.  
Lord Beaconsfield rappelle sommairement que le gouvernement était unanimement décidé à conserver une attitude de neutralité avant que la guerre n'éclatât, et qu'il ne s'en est jamais écarté depuis. L'Angleterre n'est pas isolée et il en trouve une preuve dans le retrait du memorandum de Berlin, par suite de son refus de le signer et dans la conférence réunie sur sa proposition. Ce sont la Russie et la Turquie, et non pas l'Angleterre, qui ont détruit le concert européen. Si les espérances entretenues jusqu'à présent étaient déçues et si, la perspective devenant menaçante, le gouvernement était appelé à défendre les intérêts anglais, il n'hésiterait pas à appeler en aide et toujours au Parlement pour obtenir les moyens d'action.  
Aux communes, sir Stafford Northcote parle dans le même sens.  
M. Gladstone répond en disant que l'opinion générale considère le discours de la couronne pacifique.  
M. Gladstone demande s'il a bien compris la pensée de sir Stafford Northcote, disant qu'il n'a pas de propositions à faire avant de connaître les prétentions de la Russie et ses conditions.  
Sir Stafford Northcote répond affirmativement.  
M. Gladstone est bien aise d'apprendre qu'il n'y a pas de propositions immédiates faites ; et il ne saurait se plaindre de l'avis, donné par le gouvernement, qu'il peut avoir à demander l'aide du Parlement pour des mesures de précaution. Il est clair cependant pour lui, que rien de ce que l'on connaît encore, ne justifie une semblable demande, et, quant à l'observation que le gouvernement ne pourrait pas espérer de réussir à moins d'être soutenu par le Parlement, il n'est pas douteux que même une divergence d'opinions sur cette question nonobstant la grande majorité que possède le gouvernement

**Chambre des Lords**  
L'ouverture du parlement excite le plus vif intérêt. Une grande foule assise les abords du palais de Westminster. Les tribunes réservées au public, dans la Chambre des lords et dans la Chambre des Communes, sont occupées au point qu'il n'y reste pas la plus petite place libre. Les colporteurs qui font communier entre elle les deux Chambres sont encombrés de personnes n'ayant pu trouver place dans les tribunes, et c'est à travers cette haie épaisse de curieux que les membres des Communes se rendent chez les Lords pour entendre la lecture du Message royal.  
Au dedans comme au dehors, tout le monde est très-attentif et très-impatient de connaître la pensée de la Reine et du Cabinet.  
La Reine n'ouvre pas la session en personne. Lord Cairns, lord grand chancelier et gardien du grand sceau, lit dans la Chambre